



Communiqué des 8 organisations de retraités:

Après le discours du Président de la République.

UNION SACREE OU SOLIDARITE NATIONALE ?

Cette crise sanitaire met en évidence le danger sanitaire et social qu'ont entraîné les politiques menées au fil des années à l'égard du système de santé devenu exsangue par manque de budget, de lits et de personnels, par la casse des hôpitaux, par le refus de lutter contre les déserts médicaux, de donner les moyens nécessaires aux E.H.P.A.D. La France pourrait en arriver, comme en Italie qui a davantage réduit les moyens des hôpitaux qui ne peuvent plus accueillir tout le monde, à refuser les personnes trop âgées pour accorder une priorité aux actifs et aux plus jeunes. Cette tentation de sacrifier les « vieux » a déjà rencontré un écho en Alsace !

Le Président de la République appelle au rassemblement de la Nation « quel qu'en soit le coût ». Il doit donner l'exemple en retirant immédiatement son plan santé « ma santé 2022 » qui détruit l'hôpital public.

Beaucoup de personnes âgées vont se retrouver confinées dans leur logement. Le manque de personnels d'aide à domicile risque de peser sur les moyens pour rencontrer, accompagner ces personnes âgées. Les aidant.es n'ont qu'à se débrouiller seul-es si ils/elles le peuvent.

D'autres personnes âgées vont se retrouver sans contact extérieur, coupées de leurs familles, des associations non lucratives destinées à rompre l'isolement social, dans leurs E.H.P.A.D. qui manquent fortement de moyens et de professionnels.

Les personnes vulnérables ne tiennent souvent que parce que des soignant.es, des aidant.es et les familles les stimulent. Combien, se sentant abandonnés vont lâcher prise ?

Dans son discours, le Président de la République, au-delà des paroles, n'a pris aucun engagement concret. Par exemple, depuis des années, nous attendons qu'enfin une loi sur la perte d'autonomie et le grand âge soit votée. L'actualité montre l'urgence d'un tel texte. Mais le Président n'en a rien dit dans son long discours et oublie sa promesse d'une loi pour fin 2019.

Cette crise sanitaire qui touche toute la planète entraîne aussi une crise économique mondiale qui touchera obligatoirement les retraités et nous pouvons donc craindre une nouvelle baisse de nos pensions.

Une Nation solidaire doit permettre l'accès aux soins de qualité et d'urgence sanitaire quel que soit son âge et son lieu de vie et de lutter contre l'isolement des personnes âgées particulièrement dans les périodes de crise.

Le Président de la République, qui en appelle au rassemblement de la nation « quel qu'en soit le coût », doit immédiatement donner l'exemple. Il doit garantir effectivement le droit à la santé pour toutes et tous.

- Sa majorité parlementaire doit voter immédiatement des crédits supplémentaires importants pour l'hôpital public.
- Il faut le déblocage immédiat de fonds pour les personnels de santé, ceux des Ehpad, les aidant.es et du matériel (masques, dispositifs de réanimation...)
- Il faut que le réseau des cliniques privées renonce aux opérations lucratives et soit également mobilisé pour soigner les victimes du virus.
- Alors que le Président arrive à débloquer 300 milliards d'euros pour aider les entreprises, il est urgent que l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) soit relevé.
- Il faut une transparence totale sur la pandémie.

C'est cela une véritable solidarité nationale !

Au-delà des paroles, ce serait enfin entendre les revendications portées par les retraités depuis des années.

Le 17 mars 2020